



**Interdictions accès piétons :  
" Balade en Réal"**

no 89 / 2026

Le Maire, de la ville de LES ARCS Var

**Vu** notamment les articles L.2212-2, L.2212-15, L.2213-2, L.2213-3, L.2213-14, L.2213-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, portant sur les dispositions générales relatives aux pouvoirs du Maire en matière de Police,

**Vu** l'Article L131-1 du Code de la Sécurité intérieure,

**Vu** le Code de la Route, notamment l'article L130-5 relatif à la constatation des contraventions par les agents de police municipale,

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation routière,

**Vu** l'instruction interministérielle de la signalisation routière (4<sup>e</sup> partie) approuvée par arrêté du 07 juin 1997,

**Vu** le code de la voirie routière notamment les articles L.116-1 à L.116-6,

**Vu** l'arrêté du 31 juillet 2002 modifiant les conditions de la mise en œuvre de la signalisation routière,

**Vu** l'arrêté du 11 février 2008, relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

**Vu**, la demande présentée par « **Le Service scolaire** » de la Ville des Arcs,

**Considérant**, que pour assurer le bon déroulement du « **Color Run** » prévu vendredi 27 février 2026

**Il est nécessaire** d'interdire l'accès aux piétons dans « **La Balade en Réal** »

**ARRÊTE**

**Article 1** : L'accès aux piétons sera interdit.

**Vendredi 27 février 2026 de 9h00 à 12h00**

**Dans La Balade en Réal**

**(Au niveau de la passerelle après la catapulte en direction de la gare)**

**Article 2** : Cette interdiction sera matérialisée par la mise en place de panneaux de signalisation et de barrières de protection amovibles.

**Article 3** : Toutes infractions aux dispositions qui précèdent seront constatées et poursuivies conformément à la réglementation en vigueur.

**Article 4** : Le Maire, le Directeur Général des Services, le Commandant de la COB de Gendarmerie Nationale Les Arcs/Le Muy et la Police municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 5** : Conformément au code de justice administrative, un délai de deux mois est ouvert à compter de la notification de la présente décision pour former un recours auprès du tribunal administratif de Toulon (art. R421-2 du CJA) assorti éventuellement d'une demande en référé suspension. Par ailleurs, un recours gracieux auprès de l'autorité ayant pris la décision peut être intenté dans le même délai. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à notre réponse (le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet). Un référé précontractuel peut être effectué jusqu'à la date de signature du marché (art. L551-1 et R551-1 du CJA). Enfin, le recours établi par la jurisprudence Tropic (Arrêt du CE 16/7/2007) peut être intenté dans les deux mois à compter de la date de publicité de la conclusion du contrat.

Fait à les Arcs le 18 février 2026

Le Maire,  
Nathalie GONZALES